



## Premiers enseignements nucléaires de la guerre en Ukraine

Jean-Louis LOZIER

### ► Points clés

- L'invasion de l'Ukraine par la Russie s'est accompagnée de multiples signaux nucléaires envoyés par Moscou. Face à cette rhétorique offensive, les puissances nucléaires occidentales, dont la France, ont refusé une escalade dans ce domaine en produisant un signalement mesuré.
- La doctrine nucléaire russe a évolué depuis la fin de la guerre froide et des conditions plus restrictives de l'emploi de l'arme ont été adoptées. Cependant, une certaine ambiguïté est maintenue et l'hypothèse de l'emploi d'une arme nucléaire non stratégique sur le champ de bataille ne doit pas être exclue.
- Les conséquences de cette guerre sur les équilibres nucléaires mondiaux seront durables, notamment sur les traités de limitation des armements entre Russie et États-Unis.
- La dissuasion élargie américaine en Europe de l'Est risque aussi d'être questionnée par des pays convaincus que seule la possession d'une arme nucléaire peut dissuader une autre puissance dotée, un narratif qui pourrait fragiliser le régime de non-prolifération.

## Introduction

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe le 24 février dernier revêt un caractère nucléaire indéniable. Signalement stratégique, mise en alerte des forces nucléaires ou changement de posture, définition des intérêts « existentiels » russes ou du périmètre de la dissuasion élargie américaine, considérations sur les armes nucléaires tactiques et/ou à double capacité, escalade et désescalade, autant de thématiques propres à la stratégie nucléaire qui ont refait surface dans les débats publics avec une persistance unique depuis la fin de la guerre froide. Pour des opinions publiques ouest-européennes qui s'étaient installées dans un confort intellectuel affirmant que les avantages de la paix, du respect des normes internationales et des droits de l'homme étaient largement partagés, le comportement agressif de la Russie du président Poutine sonne comme un réveil douloureux. Il est aujourd'hui nécessaire de réapprendre la grammaire stratégique de la confrontation entre grandes puissances nucléaires, et peut-être d'inventer de nouvelles règles. L'objet de ce texte est d'analyser les premières leçons de ce conflit, dans le domaine des rapports de force entre puissances nucléaires. Il présentera dans un premier temps le signalement utilisé par les protagonistes, avant d'analyser le point particulier relatif à l'utilisation possible d'armes nucléaires, et enfin d'évoquer quelques conséquences de plus long terme dans ce champ spécifique.

## Quels signalements pour quelles stratégies ?

La guerre de 2008 contre la Géorgie et l'invasion de l'Ukraine en 2014, au cours desquelles le président Poutine était prêt à mettre en alerte les forces nucléaires russes, avaient déjà envoyé un message quant à la volonté russe de reconstituer sa sphère d'influence. Le signalement stratégique de Moscou dans la guerre actuelle, quant à lui, a commencé dès l'automne, avec d'une part la génération des forces d'invasion et d'autre part l'annonce le 17 décembre 2021 des exigences russes : entre autres, la fin des activités militaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) en Europe orientale, le retrait des armes nucléaires américaines en Europe et un veto sur une éventuelle adhésion future de l'Ukraine à l'OTAN.

Ce signalement a clairement pris une dimension nucléaire lors de la conférence de presse commune à l'issue de la rencontre entre les présidents Macron et Poutine le 7 février 2022, au cours de laquelle le président russe, rappelant que si l'OTAN et la Russie ne disposaient certes pas du même potentiel militaire, cette dernière possédait quant à elle des armements nucléaires supérieurs à ceux d'autres pays. Un pas supplémentaire fut franchi le 19 février à l'occasion de l'exercice des forces stratégiques russes « Grom 2022 », conduit sous la supervision directe de Poutine et en présence du président de la Biélorussie Loukachenko. Au cours de cet exercice annuel furent lancés un missile balistique intercontinental (ICBM) *Yars* 24, un missile mer-sol balistique stratégique

(SLBM) *Sineva* depuis un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) de la classe *Delta 4* et un missile aéro-balistique *Kinjal*, ainsi que plusieurs missiles de croisière *Kalibr* et *Zircon*. Le discours prononcé par Poutine le 21 février, niant la souveraineté de l'Ukraine en rappelant ses liens historiques avec la Russie et justifiant ainsi le début de « l'opération militaire spéciale » trois jours plus tard, puis l'annonce de mise en alerte des forces stratégiques russes<sup>1</sup> le 27 février constituèrent un premier pic de la stratégie de sanctuarisation nucléaire agressive de l'Ukraine par la Russie. Un nouveau pic a été enregistré le 27 avril avec le discours de Poutine devant le Parlement russe dans lequel il affirmait que « si quelqu'un a l'intention de s'ingérer de l'extérieur dans ce qui se passe et de créer des menaces inacceptables pour la Russie, ils doivent savoir que notre riposte [...] sera rapide et foudroyante<sup>2</sup> ».

La sanctuarisation agressive recouvre « l'idée qu'un acteur pourrait profiter de la protection offerte par son arsenal nucléaire pour gagner en puissance relative à l'échelle d'une région en affaiblissant ses voisins, voire en les attaquant directement<sup>3</sup> ». L'ensemble du signalement évoqué, précédant puis concomitant à l'invasion de l'Ukraine, et appuyé par quelques signaux moins visibles, comme la mise en œuvre sur le théâtre ukrainien ou à proximité de missiles à capacité duale, conventionnelle et nucléaire, à l'instar des *Iskander* ou des *Kinjal*, traduit nettement la mise en œuvre par le président Poutine de ce type de stratégie.

Face à cela, les trois puissances nucléaires occidentales (P3) ont clairement choisi une stratégie de refus de l'escalade dans le domaine nucléaire, voire de désescalade. Cette orientation avait été donnée avant même le début de « l'opération militaire spéciale », lors de l'annonce du retrait des instructeurs militaires américains et britanniques présents en Ukraine depuis 2015, afin d'éviter tout risque de confrontation entre soldats appartenant à des puissances nucléaires opposées. Le président Biden avait lui-même annoncé, à plusieurs reprises avant le début de l'invasion<sup>4</sup>, puis après le début de celle-ci<sup>5</sup>, son refus de déployer des troupes américaines en Ukraine, tout en renouvelant son engagement

---

« Si quelqu'un a l'intention de [...] créer des menaces inacceptables pour la Russie, ils doivent savoir que notre riposte [...] sera rapide et foudroyante »

---

1. Il s'agit en réalité d'une modification du régime d'alerte des forces nucléaires, celles-ci ayant toujours un stade d'alerte, définissant généralement un nombre d'armes nucléaires disponibles pour emploi associé à un délai de réactivité.

2. « Poutine promet une riposte "rapide" en cas d'intervention extérieure en Ukraine », *L'OBS*, 27 avril 2022.

3. C. Brustlein, « À l'ombre de la dissuasion : la sanctuarisation agressive », *Diplomatie*, Les grands dossiers, n° 17, 2013.

4. J. Mason et V. Soldatkin, « Biden Says U.S. Will not Put Troops in Ukraine, as Tensions with Russia Ease », Reuters, 9 décembre 2021, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com) ; G. Quay, « Biden Says No U.S. or NATO Troops Will Be Sent to Ukraine if Russia Invades », *Yahoo News*, 25 janvier 2022, disponible sur : <https://news.yahoo.com> ; A. Kavi, « Biden Warns U.S. Won't Send Troops to Rescue Americans in Ukraine », *The New York Times*, 10 février 2022.

5. B. Singman, « White House Insists US Troops not Going to Ukraine After Biden Comments in Poland », *Fox News*, 25 mars 2022, disponible sur : [www.foxnews.com](http://www.foxnews.com) ; « White House: Biden Still Does not Intend to Send Troops to Ukraine », *Teller Report*, 19 avril 2022, disponible sur : [www.tellerreport.com](http://www.tellerreport.com).

vis-à-vis des alliés de l'OTAN en envoyant 7 000 militaires supplémentaires<sup>6</sup>, en Pologne et en Roumanie notamment. Le message envoyé était donc clairement celui du refus de toute confrontation directe entre Russes et Américains, et donc celui de toute montée aux extrêmes, notamment nucléaire. Ce signalement était confirmé par l'annonce de la suspension temporaire d'un tir d'essai d'un missile ICBM *Minuteman* depuis la base californienne de Vandenberg<sup>7</sup>, puis de son annulation<sup>8</sup>.

La France a pour sa part adopté une posture claire de refus de l'escalade dans le domaine nucléaire, tout en renforçant discrètement sa posture opérationnelle et en maintenant un signalement politique et technique standard. C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian rappelait le 24 février, lors d'un entretien télévisé, que « l'Alliance Atlantique est une alliance nucléaire<sup>9</sup> », déclaration d'autant plus remarquée à l'étranger qu'elle émanait d'un ministre français, affichant ainsi la solidarité nucléaire française avec ses alliés. De même, le tir technique d'un missile ASMPA (air-sol moyenne portée amélioré) le 23 mars, effectué dans le cadre de l'opération de rénovation

à mi-vie de ce missile, était prévu de longue date, envoyant le signal de la volonté politique de maintenir la crédibilité technique de la dissuasion aéroportée française, indépendamment de la survenue d'une crise. Quant au signalement envoyé par la composante sous-marine de la dissuasion, il faut noter que l'augmentation du nombre de SNLE français à la mer n'est en soi pas exceptionnel et il est fréquent que deux SNLE, au moins, soient simultanément à la mer. Ce constat

---

## La France a adopté une posture claire de refus de l'escalade dans le domaine nucléaire, tout en renforçant discrètement sa posture opérationnelle

---

d'une plus grande activité des SNLE français et de leur base de soutien ne saurait cependant être une simple coïncidence calendaire, et ce changement probable de posture opérationnelle, rapporté par un journaliste d'un quotidien régional<sup>10</sup>, n'a jamais été confirmé par une source officielle, reflétant ainsi la volonté de ne pas faire d'escalade verbale et politique à signification nucléaire.

Le Royaume-Uni enfin, très actif dans le soutien politique et l'envoi d'armement vers l'Ukraine, s'est distingué par l'absence du moindre signal nucléaire. Faut-il y voir une réticence politique à aborder ce sujet non consensuel chez les Britanniques<sup>11</sup> ou l'absence

---

6. N. Carvajal et M. Callahan, « Pentagon Orders Deployment of 7,000 US Troops to Europe, Defense Official Says », *CNN*, 24 février 2022, disponible sur : <https://edition.cnn.com>.

7. P. Stewart et I. Ali, « U.S. Delays ICBM Test-launch in Bid to De-escalate Russia Nuclear Tensions », *Reuters*, 2 mars 2022, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

8. P. Stewart et I. Ali, « U.S. Cancels ICBM Test Due to Russia Nuclear Tensions », *Reuters*, 2 avril 2022, disponible sur : [www.reuters.com](http://www.reuters.com).

9. Voir le replay, disponible sur : <https://www.tf1info.fr>.

10. S. Jézéquel, « Les sous-marinières de l'Île-Longue en alerte maximale », *Le Télégramme*, 1<sup>er</sup> mars 2022.

11. « The British Debate Rarely Rises Above the Old Binaries: Should We Still Have the Bomb, and, as PM, Would You Push the Button » dans M. Harries, « Is the UK capable of Maintaining Its Nuclear Arsenal ? », *Prospect*, 16 avril 2022, disponible sur : [www.prospectmagazine.co.uk](http://www.prospectmagazine.co.uk).

de flexibilité de leur posture nucléaire, avec un difficile maintien de la permanence à la mer d'un SNLE ? Ces différences de réaction entre les P3, en phase sur la nécessité de ne pas répondre à l'escalade russe, ont pu donner à certains l'image d'un manque de cohésion entre eux sur ce sujet. Il peut être également interprété comme la plus-value de posséder au sein de l'Alliance trois centres de décision nucléaires, chacun d'entre eux jouant une partition plus ou moins différenciée, compliquant les éventuels calculs de l'adversaire.

*In fine*, après les différents signaux nucléaires escalatoires russes, une désescalade verbale a été notée, avec la déclaration du vice-président Medvedev<sup>12</sup> le 26 mars 2022 rappelant les quatre conditions (rappelées *infra*) dans lesquelles la Russie pourrait avoir recours aux armes nucléaires, celle du porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov indiquant le 28 mars que la Russie ne considérerait pas le recours aux armes nucléaires en Ukraine comme une option<sup>13</sup>, et celle du ministre des Affaires étrangères Serguei Lavrov le 19 avril<sup>14</sup> récusant la possibilité d'emploi d'arme nucléaire en Russie.

## Un recours aux armes nucléaires tactiques ?

Avec le début de l'invasion russe en Ukraine et le signalement agressif du 27 février s'est posé la question d'un éventuel recours par la Russie à des armes nucléaires tactiques ou « non stratégiques<sup>15</sup> ». Le fort retentissement médiatique de ces déclarations et de cette hypothèse d'emploi a provoqué un certain émoi parmi les populations occidentales, dont la compréhension du fait nucléaire s'est érodée depuis la guerre froide.

On peut identifier depuis 1991 deux rôles essentiels pour la dissuasion russe<sup>16</sup> dans les différentes doctrines :

- assurer une dissuasion nucléaire globale visant à dissuader de toute attaque nucléaire contre la Russie ;

---

12. « Several Grounds for Russia to Use Nuclear Weapons, Says Russia's Former President Medvedev », *The Economic Times*, 26 mars 2022, disponible sur : <https://economictimes.indiatimes.com>.

13. B. Cole, « Russia Finally Rules Out Using Nuclear Weapons Over Ukraine War », *Newsweek*, 29 mars 2022, disponible sur : [www.newsweek.com](http://www.newsweek.com).

14. « Russia Is Against Use of Nuclear Bombs in Ukraine, Lavrov Says », *Bloomberg*, 19 avril 2022, disponible sur : [www.bloomberg.com](http://www.bloomberg.com).

15. Si des armes nucléaires stratégiques et non stratégiques peuvent parfois être similaires dans leur puissance et leur portée, la principale différence est qu'une arme stratégique sert à entretenir la dissuasion tandis qu'une arme non stratégique peut être employée sur le champ de bataille afin d'atteindre un objectif tactique. Dès les premières décennies de l'ère nucléaire, les armes stratégiques visaient donc le cœur des États et étaient mises en œuvre par des armes à long rayon d'action (bombardiers, missiles), à l'inverse des armes de champs de bataille (artillerie nucléaire, mines terrestres, torpilles ou charges sous-marines, missiles anti-aériens par exemple). Les traités de limitation et de réduction des armes nucléaires entre les États-Unis et l'Union soviétique, puis la Russie, identifient des armes nucléaires stratégiques, objet des traités, les autres, non couvertes par lesdits traités étant rangées dans la catégorie des armes nucléaires non stratégiques. C'est cette définition qui sera reprise dans le reste du texte. Voir C. Brustlein, « Guerre nucléaire limitée : un renouveau stratégique », *Focus stratégique*, n° 77, Ifri, novembre 2017.

16. D. Adamsky, « Cross Domain Coercion: The Current Russian Art of Strategy », *Proliferation Papers*, n° 54, Ifri, novembre 2015, p. 13.

- ▀ dissuader d'une attaque conventionnelle de grande ampleur, le cas échéant dans un conflit régional.

C'est bien sur ce dernier rôle, ses évolutions depuis 1991 et ses ambiguïtés qu'est basée la crainte d'un recours russe aux armes nucléaires non stratégiques. Plusieurs doctrines militaires russes en 1993, 2000, 2010 et 2014 contenaient des éléments déclaratoires relatifs à l'emploi des armes nucléaires. La première en 1993 rompait avec la doctrine soviétique de non-emploi en premier jusqu'alors en vigueur mais jugée non crédible par les Occidentaux, et assignait aux forces nucléaires le rôle de repousser toute attaque contre la Russie, y compris de nature conventionnelle lorsque soutenue par une alliance nucléaire – autrement dit l'OTAN<sup>17</sup>. La doctrine de 2000 confiait aux forces nucléaires russes le rôle de dissuader de toute attaque par armes nucléaires ou de destruction massive, mais également contre toute attaque conventionnelle d'ampleur conduisant « à des situations critiques pour la sécurité nationale de la Russie<sup>18</sup> ». En 2010, le recours aux armes nucléaires en cas d'attaque conventionnelle est considéré dans des conditions plus restrictives qu'en 2000, en ne l'envisageant qu'en cas « de menace contre l'existence même de la Fédération de Russie<sup>19</sup> ». La doctrine de 2014 reprenait la même terminologie, mais présentait la dissuasion selon un nouveau concept, avec une composante nucléaire et une composante non nucléaire<sup>20</sup>. Cette nouvelle doctrine de 2014 articule « aux fins de coercition de l'adversaire, les moyens informationnels, non nucléaires et nucléaires<sup>21</sup> ». Enfin, en 2020, un décret spécifique à la dissuasion nucléaire<sup>22</sup> reprécisait la doctrine, et notamment les quatre cas qui pourraient entraîner l'emploi des armes atomiques russes :

- ▀ information fiable relative au lancement de missiles balistiques contre le territoire de la Russie ou de ses alliés ;
- ▀ utilisation d'armes nucléaires ou de destruction massive contre la Russie ou ses alliés ;
- ▀ attaque par un adversaire de sites gouvernementaux ou militaires critiques, dont la destruction pourrait compromettre la riposte nucléaire russe ;
- ▀ agression avec des moyens conventionnels contre la Russie pouvant compromettre son existence même.

Cette brève étude de l'évolution de la doctrine fait clairement apparaître deux périodes. La première, dans les années 1990-2000, durant laquelle la Russie, consciente de la supériorité conventionnelle des armées occidentales, et surtout américaine,

---

17. « The Basic Provision of the Military Doctrine of the Russian Federation », approuvée par le conseil de sécurité russe le 2 novembre 2013.

18. « Russia's Military Doctrine », approuvée le 21 avril 2000 (consultée sur le site [www.armscontrol.org](http://www.armscontrol.org)).

19. « The Military Doctrine of the Russian Federation », approuvée par décret présidentiel le 5 février 2010.

20. « The Military Doctrine of the Russian Federation », approuvée par décret présidentiel le 25 décembre 2014.

21. D. Adamsky, « Cross Domain Coercion: The Current Russian Art of Strategy », *op. cit.*, p. 37.

22. « Basic Principles of State Policy of the Russian Federation on Nuclear Deterrence », approuvé le 2 juin 2020.

démontrée lors de la première guerre du Golfe et dans les opérations dans les Balkans, particulièrement la campagne du Kosovo, se repose sur son arsenal nucléaire, notamment ses armes non stratégiques, pour compenser son infériorité conventionnelle<sup>23</sup>. Le seuil d'emploi d'armes nucléaires était alors considéré comme bas, y compris dans un conflit régional, comme l'illustre la formule sur « les situations critiques pour la sécurité nationale » de la doctrine de 2000.

La seconde période s'amorce à partir de 2010, date à laquelle les armées russes commencent leur modernisation, et où la doctrine officielle acte le rehaussement du seuil d'emploi des armes nucléaires en cas d'attaque conventionnelle aux situations « de menace contre l'existence même de la Fédération de Russie ». Cette situation se renforça à partir de 2014, avec la prise en compte d'une dissuasion non nucléaire à travers la mise en service dans les forces de nouvelles capacités de frappe conventionnelle (missiles sol-sol duaux *Iskander*, missiles de croisière air-sol Kh101 et mer-sol *Kalibr*). C'est à partir de ce moment que se met en place la « stratégie de coercition trans-domaine », pour reprendre l'expression de Dmitry Adamsky<sup>24</sup>.

Au bilan, au vu de ces documents publics et des déclarations mentionnées plus haut, les forces armées russes reposaient début 2022 beaucoup moins sur les armes nucléaires non stratégiques, en particulier dans un conflit régional, qu'elles n'ont pu le faire dans les vingt années suivant la dissolution de l'URSS. L'emploi de ce type d'armes dans le conflit en Ukraine semble donc à ce stade peu, voire très peu probable.

L'emploi de missiles dotés de charge conventionnelle, mais à capacité duale comme les *Iskander* ou les missiles balistiques aéroportés *Kinjal*, ou les déclarations de Poutine à l'occasion du premier lancement d'un missile ICBM *Sarmat* le 20 avril, ont plus vocation à impressionner des opinions publiques, occidentales ou russes, qu'à servir de signal quant à un changement de nature du conflit. C'est le côté informationnel de la coercition trans-domaine.

Pour autant, rien ne garantit qu'un tel emploi d'une arme nucléaire non stratégique soit impossible. La détention par la Russie d'environ 2 000 armes nucléaires non stratégiques, mais également la possibilité d'une nette différence entre les doctrines diffusées publiquement et les éléments classifiés, ou encore le fait que les récentes déclarations de désescalades aient été effectuées à des niveaux inférieurs au président

---

Les forces armées russes reposaient début 2022 beaucoup moins sur les armes nucléaires non stratégiques, [...] qu'elles n'ont pu le faire dans les vingt années suivant la dissolution de l'URSS

---

23. Pour un éclairage sur les débats en Russie concernant la compensation par l'arme nucléaire de l'infériorité conventionnelle, lire : K. Ven Bruusgaard, « Russian Nuclear Strategy and Conventional Inferiority », *Journal of Strategic Studies*, vol. 44, n° 1, 2021, p. 3-35.

24. D. Adamsky, « Cross Domain Coercion: The Current Russian Art of strategy », *op. cit.*

Poutine, conduisent à devoir considérer sérieusement l'hypothèse d'une frappe nucléaire en Ukraine, et à étudier les options possibles dans cette éventualité. L'option qui prévaut actuellement de refuser une confrontation entre forces de l'OTAN et troupes russes devrait alors probablement être révisée (tout comme en cas d'utilisation d'armes chimiques ou biologiques sur une large échelle).

Il ne s'agirait pas de réagir par l'emploi de moyens nucléaires, ce qui serait contraire d'une part aux signaux envoyés selon lesquels l'Ukraine n'est pas couverte par la dissuasion élargie américaine ou de l'Alliance, ni par celle de la France, et d'autre part s'opposerait à la doctrine française de refus de la guerre nucléaire, un engagement renouvelé au niveau des P5 en janvier 2022<sup>25</sup>. Il s'agirait plutôt de réagir contre les intérêts russes dans les espaces communs (maritimes, spatiaux, cyber), mais également

d'envisager des frappes conventionnelles ciblées sur des objectifs militaires hors infrastructures nucléaires. Il y a bien un devoir d'apprentissage par la France d'options d'escalade conventionnelle vis-à-vis d'une puissance nucléaire pratiquant une politique de sanctuarisation agressive, comme le fait actuellement la Russie en Ukraine, et que d'autres puissances, en particulier asiatiques, pourraient être tentées de suivre. La liberté d'action que procure à la France la possession d'une dissuasion nucléaire indépendante doit lui

---

## La France a un devoir d'apprentissage d'options d'escalade conventionnelle vis-à-vis d'une puissance nucléaire pratiquant une politique de sanctuarisation agressive

---

permettre d'entreprendre cette démarche. Il ne s'agit pas de substituer des options conventionnelles à la dissuasion nucléaire mais bien de se doter d'options complémentaires pour couvrir des cas où le président de la République n'estimerait pas atteints les intérêts vitaux, mais où une réponse d'ampleur supérieure à celle des sanctions économiques s'imposerait cependant.

## Des impacts sur les équilibres nucléaires mondiaux

Enfin, l'invasion russe de l'Ukraine et les intimidations nucléaires qui l'ont accompagnée ont déjà eu ou vont potentiellement entraîner des conséquences significatives sur certains équilibres nucléaires au niveau mondial. Les lignes suivantes en identifient quelques-unes, sans les développer :

- En Europe et au sein de l'Alliance, une des premières conséquences a été la confirmation par l'Allemagne des accords de partage nucléaire et sa concrétisation avec la commande des seuls avions qualifiés pour l'emport de la bombe B61-12, à

---

25. Déclaration conjointe des chefs d'État et de gouvernement pour prévenir la guerre nucléaire et éviter les courses aux armements, 3 janvier 2022 (consultée sur le site [Elysee.fr](https://www.elysee.fr)).



savoir les F-35, aux États-Unis. Une autre pourrait être le retour du stationnement d'armes nucléaires américaines au Royaume-Uni<sup>26</sup>. Par ailleurs, la perspective d'élargissement de l'OTAN, alliance nucléaire, à la Finlande et à la Suède ouvre la voie à une modification importante du paysage nucléaire<sup>27</sup> européen, initié par le changement de la Constitution de la Biélorussie en février 2022 autorisant le stationnement d'armes nucléaires russes sur son territoire.

- Une autre conséquence majeure est l'évolution de la perception de citoyens d'Europe centrale et orientale quant à la possession par leur pays d'armes nucléaires. Un sondage récemment réalisé en Roumanie, Pologne, Lituanie, Lettonie et Estonie<sup>28</sup> indiquait ainsi que des parts importantes des opinions publiques de ces États seraient favorables à l'acquisition par leur pays d'armements nucléaires, notamment en Pologne avec près des deux tiers de la population favorable à une telle évolution. Ceci représente un défi vis-à-vis des politiques de non-prolifération, mais également pour la crédibilité de la dissuasion élargie américaine en Europe.
- Le narratif selon lequel l'Ukraine aurait pu se défendre face à la Russie si elle avait conservé les armes nucléaires soviétiques stockées sur son territoire pendant la guerre froide, s'est également répandu en Asie et au Moyen-Orient, plus particulièrement dans les pays du Golfe, ce qui pourrait nourrir les ambitions proliférantes de certains États. Le sujet sera probablement débattu lors de la conférence de réexamen du Traité de non-prolifération prévue à l'été 2022 qui sera déterminante pour l'avenir du régime de non-prolifération.
- La relation russo-américaine dans le domaine nucléaire, clé de voûte de l'ensemble des traités internationaux multilatéraux ou bilatéraux dans le domaine nucléaire, subira inévitablement une régression<sup>29</sup>. Compte tenu des exactions russes en Ukraine, qualifiées par le président Biden de « génocide<sup>30</sup> », il semble en particulier difficile d'imaginer de nouvelles discussions entre les deux présidents pour lancer les discussions pouvant conduire à un nouvel accord de réduction des armements nucléaires après 2026, fin de la validité de l'actuel traité *New START* reconduit en 2021.
- L'intimidation nucléaire utilisée par la Russie pour conduire son invasion sans craindre de confrontation directe avec les Occidentaux est observée avec attention en Asie par les deux puissances nucléaires qui attendent une remise en cause de l'actuel ordre international : Chine et Corée du Nord. Sans s'avancer

---

26. H. Kristensen, « Lakenheath Air Base Added To Nuclear Weapons Storage Site Upgrades », *Federation of American Scientists*, 11 avril 2022, disponible sur : <https://fas.org>.

27. Il est cependant très peu probable que cela se traduise par un stationnement d'armes nucléaires dans ces pays.

28. L. Sukin et A. Lanoszka, « Poll: Russia's Nuclear Saber-rattling Is Rattling Neighbors' Nerves », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 15 avril 2022, disponible sur : <https://thebulletin.org>.

29. J. Mecklin, « Siegfried Hecker: Putin Has Destroyed the World Nuclear Order. How Should the Democracies Respond? », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 21 avril 2022, disponible sur : <https://thebulletin.org>.

30. K. Liptak, « Biden Calls Atrocities in Ukraine a Genocide for the First Time », *CNN*, 12 avril 2022, disponible sur : <https://edition.cnn.com>.

à ce stade sur les conclusions que ces États pourraient en tirer, la croissance importante de l'arsenal nucléaire chinois, le développement de l'arsenal balistique nord-coréen, accompagné peut-être d'une reprise des essais nucléaires, ne peuvent que susciter l'inquiétude.

## Conclusion

La crise déclenchée par l'invasion russe en Ukraine et la posture de sanctuarisation agressive adoptée par la Russie met clairement fin à une période commencée il y a près de 60 ans, à l'issue de la crise de Cuba. Durant cette ère, les deux superpuissances nucléaires ont fait preuve d'une grande prudence et ont eu pour objectif principal de maintenir la stabilité des deux côtés du Rideau de fer durant la guerre froide, puis à l'issue de celle-ci, de coopérer pour réduire les risques nucléaires consécutifs à la dislocation de l'URSS et diminuer les armements nucléaires.

Le monde est désormais rentré dans ce que Thérèse Delpech appelait une nouvelle « ère de piraterie stratégique, [...] se définissant comme absence de règles et tromperie<sup>31</sup> ». Dans la mesure où l'Ukraine n'était considérée par aucune des puissances nucléaires occidentales comme un enjeu vital alors que la Russie l'a définie très tôt comme un enjeu existentiel, cette invasion ne peut être considérée comme un échec des dissuasions nucléaires de ces États. Les exactions commises par les troupes russes et la possibilité d'emploi, même peu probable, d'une arme nucléaire dans ce conflit militent néanmoins pour que ces doctrines soient complétées, pour répondre à ce type de piratage stratégique, à l'œuvre aujourd'hui en Europe et qui peut se reproduire demain en Asie. Le concept d'« *integrated deterrence* » qui sera l'un des piliers de la future *National Defense Strategy* américaine (et à laquelle la *Nuclear Posture Review* sera annexée<sup>32</sup>) répondra à cette nécessité. La France devra, elle, compléter sa stratégie en articulant plus clairement sa dissuasion nucléaire et ses moyens conventionnels, en renforçant probablement ceux-ci de capacités de frappes conventionnelles plus puissantes et pénétrantes que celles dont elle dispose actuellement.

---

31. T. Delpech, *La Dissuasion nucléaire au XXI<sup>e</sup> siècle. Comment aborder une nouvelle ère de piraterie stratégique*, Paris, Odile Jacob, 2013, p. 27.

32. À la date de la publication de ce texte, la NPR n'a pas encore été publiée. La « *fact sheet* » publiée lors de la présentation au Congrès de ce document le 28 mars 2022 présente « *l'integrated deterrence* » ainsi : « *l'integrated deterrence* implique le développement et la combinaison des forces pour obtenir l'effet maximum, en reliant clairement les domaines de lutte, les théâtres, le spectre des conflits, les autres outils de la puissance américaine, en particulier le réseau inégalé d'alliances et de partenariats. *L'integrated deterrence* est permise par des forces de combat crédibles, reposant sur une dissuasion nucléaire garantie, sûre et effective. »

---

**Jean-Louis Lozier** est conseiller du Centre des études de sécurité de l’Ifri et ancien officier de la Marine nationale ayant quitté le service actif en 2020. Entré dans les forces en 1981, sa carrière s’est principalement déroulée à bord des sous-marins, avec plusieurs expériences de commandement, avant d’accéder à des postes de haute responsabilité. Il a notamment été chef de la division Forces nucléaires de l’état-major des Armées, inspecteur des armements nucléaires et enfin Préfet maritime de l’Atlantique.

**Comment citer cette publication :**

Jean-Louis Lozier, « Premiers enseignements nucléaires de la guerre en Ukraine », *Briefings de l’Ifri*, Ifri, 17 mai 2022.

ISBN : 979-10-373-0540-4

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : La Russie teste un nouveau missile balistique intercontinental à capacité nucléaire *Sarmat*, 20 avril 2022 © EyePress News/Shutterstock.com



27 rue de la Procession  
75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)

